

Inflation et niveau de consommation des ménages : une analyse sur les pays de l'UEMOA

KONE Mamadou

Université Félix Houphouët-Boigny- Abidjan-Cocody/ Cote d'Ivoire

Unité de Formation et de Recherches en Sciences Economiques et de Gestion (UFRSEG)

Résumé : Des taux d'inflation en constante augmentation est révélateur d'une dégradation du niveau de vie des populations de façon générale et plus nettement encore des plus pauvres. L'objectif principal de cet article est d'offrir des éléments pour confirmer cette assertion. Autrement dit, il vise à déterminer l'impact de l'inflation sur le niveau de vie des populations.

L'étude porte sur un échantillon composé des 8 pays de l'UEMOA entre 2000 et 2020. La vérification empirique à travers l'estimateur Pooled Mean Group (PMG) montre des résultats généralement significatifs. En effet, ces résultats soutiennent que la hausse de l'inflation affecte négativement la consommation finale des ménages dans la zone UEMOA.

Mots-clés : Inflation, Consommation finale, Pauvreté, Economies de l'UEMOA



INTRODUCTION

Pour de nombreux ménages du monde entier, l'inflation définie comme la hausse générale et continue des prix, est un sérieux problème. L'augmentation des prix peut éroder la valeur des salaires réels et de l'épargne, donc appauvrir les familles et les priver de l'accès à certains biens et services essentiels selon BCEAO (2001)

Cependant, ces effets n'ont pas les mêmes conséquences : les ménages à revenu faible et moyen sont en général plus vulnérables à une forte inflation que les plus riches, en raison de la composition respective de leurs revenus, de leurs actifs et de leurs paniers de consommation. L'inflation peut néanmoins affecter moins directement les foyers qui vivent sous le seuil de pauvreté mondial. En effet, ces ménages ont des revenus salariaux ou des actifs minimes et ont tendance à compter sur des ressources non monétaires telles que l'agriculture de subsistance ou le troc, moins sensibles à l'inflation.

Selon BCEAO (2022), le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA a enregistré une hausse, en moyenne, de 3,6% en 2021 après celle de 2,1% en 2020. Cette évolution a été principalement imprimée par l'accroissement des prix des produits alimentaires, dont la contribution à l'inflation totale s'est élevée à +2,7 points de pourcentage contre +1,6 point de pourcentage un an plus tôt.

Les études relatives à la l'inflation sont assez importantes car celle-ci attaque plus durement les ménages les plus vulnérables et fait basculer ceux qui sont situés juste au-dessus du seuil de pauvreté. Mais aussi, elle attaque les valeurs interne et externe de la monnaie.

Selon Khrouz et al (1991), l'inflation a des effets négatifs parmi lesquels : une redistribution arbitraire des revenus (favorisant les débiteurs, défavorisant les créanciers et les groupes sociaux à revenus fixes), un climat général d'incertitude et de spéculation ; etc. Le processus étant cumulatif une inflation « rampante » peut rapidement devenir une inflation « galopante » entraînant l'instabilité monétaire et menaçant les différents équilibres comptables et sociaux internes et externes.

La présente étude permet en effet de répondre à la problématique de l'impact de l'inflation sur le niveau de vie des populations dans les pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo). Nous cherchons à appréhender l'effet

de l'inflation sur la consommation finale des ménages prise ici comme indicateur de niveau de vie.

Ce travail repose sur le postulat selon lequel l'effet direct de l'inflation sur la consommation des ménages est négatif.

La prochaine section s'intéresse à la revue de littérature sur la relation inflation et niveau de vie des ménages, la deuxième section sera le cadre d'analyse où l'on présentera la méthodologie et les résultats obtenus avant de conclure.

1-REVUE DE LITTERATURE

La maîtrise de l'inflation et le contrôle de sa volatilité sont nécessaires pour créer un environnement favorable à la réalisation de la croissance économique durable. L'inflation est un mouvement persistant à la hausse, au fil du temps, du prix moyen des biens et des services, c'est-à-dire du « coût de la vie ». L'inflation et le risque d'inflation favorisent certains types de décision en matière d'investissement

Lorsqu'elle est élevée et instable, l'inflation mine la capacité de l'économie à maintenir des conditions propices à une expansion soutenue pour la création d'emplois. Elle suscite des incertitudes chez les consommateurs et les investisseurs et peut engendrer des cycles de surchauffe et de contraction, ce qui occasionne à son tour, des difficultés pour bon nombre de ménages. Une forte inflation érode la valeur des revenus et de l'épargne. Elle pénalise tout particulièrement les ménages qui ont un revenu fixe. A l'inverse, un taux d'inflation bas contribue à instaurer un climat favorable à de faibles taux d'intérêt et à des investissements productifs, ce qui stimule la croissance économique et la création d'emplois.

Pour Bodart et Hendriks (2006) poser la question pour savoir si les gens sont inégaux face à l'inflation en Belgique est simple mais la réponse l'est moins. Au vu de la hausse importante des produits pétroliers et du coût du logement au cours des dernières années, on serait tenté de croire que le coût de la vie a augmenté plus fortement pour les ménages à faible revenu selon eux. Ils ont cherché à vérifier cette opinion. Les indices effectifs du coût de la vie calculés, et qui tiennent compte des changements dans la structure des dépenses des ménages au cours du temps, montrent en effet que les écarts d'inflation entre ménages de niveaux de revenu différents sont insignifiants. Ce résultat, plutôt inattendu, s'explique

simplement selon eux. D'une part, il traduit le fait que le prix de nombreux produits, qui composent une partie importante de la dépense des ménages, évolue à des rythmes assez proches. D'autre part, il s'explique par des effets de compensation : les pauvres souffrent particulièrement des hausses des prix des biens d'habitation (loyers) tandis que les riches souffrent plutôt de la hausse des coûts de transport. Sur base de ce constat, ils ont conclu que le fait d'utiliser l'indice moyen du coût de la vie pour l'indexation des salaires et prestations sociales n'a pas eu pour effet de renforcer les inégalités de pouvoir d'achat entre les ménages les plus pauvres et les ménages les plus riches. Plusieurs raffinements pourraient être apportés à l'étude menée selon eux. On pourrait par exemple étendre la liste des produits que nous avons utilisée pour construire les indices de prix. Un autre raffinement serait d'augmenter les catégories des revenus, ce qui permettrait d'avoir une distribution des ménages par niveaux de revenu plus large que celle qui est donnée par les déciles. Ils doutent toutefois que ces raffinements, assez fastidieux à mettre en œuvre, bouleverseraient fondamentalement les résultats de l'étude. Ils signalent pour terminer qu'il serait également intéressant de constituer les groupes de ménages en prenant d'autres critères que le revenu, notamment la taille du ménage ou l'âge du chef de ménage.

Silve (2008) montre que l'épisode d'accélération de l'inflation constaté au cours des premiers mois de l'année 2008 en Zone Franc est essentiellement d'origine alimentaire. Selon lui, l'évolution des prix alimentaires traduit l'augmentation exogène des cours internationaux des matières premières agricoles et un choc pluviométrique adverse; les évolutions du prix du carburant, en revanche, ne présentent pas de caractéristique commune dans la région et ne se sont pas répercutées sur les indices de prix au cours de cet épisode. La nature de cette accélération de l'inflation fragilise les équilibres macroéconomiques : l'augmentation des cours internationaux des commodités agricoles et pétrolières, en déséquilibrant la balance commerciale des pays ne disposant pas de ressources en hydrocarbures, a contribué à fragiliser directement l'équilibre de leur balance des paiements. C'est cependant, selon Silve (2008), c'est le maintien des subventions instaurées au niveau national pour prendre en charge une partie de la hausse du coût de la vie qui fragilise le plus directement la situation économique de l'ensemble des pays de la région, en exerçant des tensions fortes sur la stabilité budgétaire des pays concernés.

Ferroud, A et al (2021) mettent l'accent sur les discussions sur la croissance économique et l'inflation étant donné que cette problématique a une place primordiale dans les stratégies de développements des pays et surtout sont au cœur des politiques économiques. L'inflation est un phénomène majeur du 20^{ème} siècle, elle apparaît même comme une rupture brutale après un siècle de sagesse monétaire selon eux. Or, La relation entre l'inflation et la croissance économique est longtemps demeurée l'objet de nombreuses controverses entre les différents courants de pensée économique. Si la croissance et l'inflation entretiennent des relations étroites, les économistes insistent sur le fait que l'inflation serait le reflet d'un déséquilibre économique.

Leur papier se propose de tester économétriquement l'existence de la relation inverse entre la croissance économique et inflation.

Ntita et al (2017) examinent les déterminants de l'inflation dans les six pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Pour atteindre cet objectif ils ont utilisé un modèle de panel estimé par les effets fixes sur la période allant de 1996 à 2016. Il ressort de l'analyse économétrique que la masse monétaire a un effet positif et très significatif sur l'inflation au sein de la CEMAC alors que la stabilité politique a un effet négatif et très significatif sur l'inflation de cette zone. Ainsi, une bonne gestion de la masse monétaire ainsi que le maintien de la stabilité politique s'avèrent indispensables pour la maîtrise et le contrôle de l'inflation au sein de la zone CEMAC selon leur étude.

Tableau n°1 : Evolution de l'inflation en moyenne annuelle dans l'UEMOA

ANNEES	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
UEMOA	2,4	1,5	-0,1	1,0	0,3	1,1	1,2	-0,7	2,1	3,6

Source : BCEAO (2022)

Tableau n° 2 : Evolution de la consommation finale des ménages dans quelques pays de l'UEMOA (en unités de devises locales constantes)

ANNEES	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Benin	5,0612E+12	5,1591E+12	5,3397E+12	5,5266E+12	5,72E+12	5,9047E+12
Côte d'Ivoire	1,78166E+13	1,98008E+13	2,12404E+13	-	-	-
Sénégal	7,5823E+12	7,9834E+12	8,3731E+12	8,7707E+12	9,0692E+12	9,2773E+12

Source : World Development Indicators (2022)

Selon BCEAO (2022), l'activité économique mondiale en 2021 a été marquée par la reprise de la croissance, après le choc de la pandémie de la Covid-19 en 2020. Selon le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale du FMI de janvier 2022, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 5,9% en 2021 contre -3,1% en 2020. Ce dynamisme de l'activité économique a été également observé dans l'UEMOA. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 5,5% en 2021, après 1,8% en 2020. Ce rebond de l'activité économique dans l'Union est en partie dû à l'orientation favorable de la conjoncture internationale, à la conduite de projets de relance économique par les États membres, ainsi qu'au maintien d'une politique monétaire accommodante par la BCEAO.

Selon BCEAO (2022), en 2021, le taux d'inflation dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est inscrit en hausse, reflétant le regain de tension sur les prix des produits alimentaires. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est ressorti à +3,6% dans l'UEMOA en 2021, contre +2,1% en 2020.

Pour la BCEAO (op. cit) les tensions sur le niveau des prix en 2021 s'expliquent aussi bien par des facteurs internes qu'externes. Au niveau interne, il s'agit notamment de l'impact de la baisse de la production céréalière ainsi que les incidences des crises sécuritaire et sanitaire sur les circuits d'approvisionnement des marchés. Les prix de la viande, des légumes ainsi que des tubercules et plantains, ont également connu des hausses en lien avec une insuffisance de l'offre. Sur le plan externe, trois (3) principaux facteurs expliquent l'accélération de l'inflation, à savoir l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires, celle des cours internationaux du pétrole brut ainsi que l'envolée du coût du fret.

Les tensions inflationnistes sont également alimentées par l'accroissement des flux transfrontaliers sortant de produits vivriers en direction des autres pays de la sous-région hors UEMOA.

Les projections, selon l'institution, indiquent une accélération de l'inflation dans l'UEMOA en 2022, imputable principalement à la baisse sensible de la production 2021/2022 ainsi qu'aux tensions observées sur les cours de certains produits alimentaires importés notamment le blé, le sucre et les huiles, ainsi que sur les cours mondiaux du pétrole brut, qui pourraient être répercutées sur les prix domestiques dans l'Union au cours de la prochaine période. Les contraintes d'offre pourraient également être accentuées par les difficultés

d'approvisionnement des marchés, en raison principalement des incidences des crises sanitaire et sécuritaire.

L'accélération de l'inflation en 2022 sera suivie d'une décélération en 2023, sous l'hypothèse d'une hausse attendue de la production vivrière locale sur cette période ainsi qu'un retour progressif à la normale des échanges commerciaux.

Toutefois, les risques entourant les prévisions de l'inflation sont globalement haussiers. Ils ont trait notamment à l'extension des zones d'insécurité et l'exacerbation des tensions sociopolitiques, qui pourraient affecter les capacités de production, avec notamment des déplacements des populations dans les zones concernées, ainsi que des perturbations des circuits de commercialisation des produits alimentaires. Ils ont également trait à l'aggravation des crises géopolitiques, notamment un enlisement du conflit Russo-Ukrainien, qui pourraient entraîner une accélération de la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires importés.

Nous émettons pour hypothèse donc que l'inflation pourrait avoir un impact négatif sur le niveau de vie des populations. La prochaine section permet d'indiquer le cadre d'analyse

2-CADRE D'ANALYSE

Nous partons d'un modèle consommation classique où le revenu est un facteur explicatif essentiel pour construire notre modèle économétrique. En effet, $c_t = f(y_t)$ et en y ajoutant notre facteur explicatif d'intérêt, on aboutit à l'équation suivante :

$$lcons_{fit} = \alpha lcons_{fit-1} + \beta lpib_{hit} + \gamma infl_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

où :

$lcons_{fit}$ représente le logarithme de la consommation finale des ménages

$lpib_{hit}$ est le logarithme du produit intérieur brut par habitant

$infl_{it}$ est l'inflation, prix à la consommation (% annuel)

μ_i est l'effet spécifique pays et ε_{it} le terme de l'erreur

i et t représentent respectivement l'indice pays et l'indice temporel

2.1 Données

Provenance des données :

Variables	Sources des données
CONS_F	Données de la Banque Mondiale
PIB_H	Données de la Banque Mondiale
INFL	Données de la Banque Mondiale

2.2-Analyse empirique

Dans un premier temps, nous allons vérifier la stationnarité de nos variables à travers les tests Im, K.S., Pesaran, M.H. et Shin, Y. (2003) et de Levin A., Lin, C.F. et Chu, J. (2002). Dans un second temps, nous procéderons aux tests de cointégration de Pedroni (1997) pour voir s'il existe une relation de long terme entre nos variables.

Tableau n°3 : Résultats des tests de racines unitaires en panel

variables	IPS			LL		
	trd/cst	t	p-val	trd/cst	t	p-val
cons_f**	cst	-2.234	0.021	cst&trd	-1.782	0.0443
pib_h**	cst&trd	-2.720	0.039	cst&trd	-7.387	0.0002
infl*	cst&trd	-5.412	0.000	cst&trd	-16.699	0.0000

(*) stationnaire à niveau, (**) stationnaire en différence première

Source : estimation de l'auteur

Tableau n°4 : Résultats des tests de cointégration de Pedroni

	valeur	Val crit	résultat
stat panel v	.6488	1,6445	Non cointégration
stat panel rho	.6457	-1,6445	Non cointégration
stat panel t	.8542	-1,6445	Non cointégration
stat panel adf	-4.521	-1,6445	Cointégration
stat group rho	.9759	-1,6445	Non cointégration
stat group t	1.264	-1,6445	Non cointégration
stat group adf	-5.544	-1,6445	Cointégration

Source : Calcul de l'auteur

Il existe donc une relation de long terme entre nos variables.

L'existence de séries non stationnaires à niveau ne permet pas l'utilisation des méthodes classiques d'estimation en panel.

Nous optons donc pour une estimation des paramètres du modèle vectoriel à correction d'erreur : le Pooled Mean Group (PMG). L'avantage de cet estimateur est qu'il considère l'hétérogénéité des coefficients de long terme en prenant leur moyenne. Il nous permet donc, de mesurer l'impact moyen de l'inflation et du revenu par tête sur la consommation finale des ménages au sein de de l'UEMOA.

2.3 Résultats

Tableau n°5 : Estimation de la relation de long terme

Pooled Mean Group Regression

(Estimate results saved as pmg)

Panel Variable (i) : pays

Time Variable (t) : annee

Number of obs	=	160
Number of groups	=	8
Obs per group : min	=	20
avg	=	20.0
max	=	20
Log Likelihood	=	342.191

D.lcons_f	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
infl	-.0497504	.0199862	-2.49	0.013	-.0889226	-.0105781
lpib_h	.8390501	.1444662	5.81	0.000	.5559015	1.122199

Source : estimation de l'auteur

Les résultats de l'estimateur PMG (Pooled Mean Group) montrent qu'il est possible de déterminer, pour chaque variable indépendante, un effet moyen de long terme sur la consommation finale des ménages de l'UEMOA. Nous constatons aussi que toutes nos variables sont significatives.

L'augmentation du revenu par tête d'un point entraine l'augmentation de 0.84 point la consommation finale des ménages.

L'augmentation du taux d'inflation d'un point engendre la diminution de la consommation finale des ménages de 0.05 point.

CONCLUSION

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Institution de l'UEMOA, fait de la stabilité des prix l'objectif principal de sa politique monétaire. L'atteinte de cet objectif requiert

des analyses de plus en plus fines de l'inflation. Il convient de mentionner que l'inflation est bien souvent engendrée pour l'essentiel par la flambée des cours des matières premières sur les marchés internationaux

En effet, dans notre zone ces derniers temps, elle s'explique par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien notamment avec la baisse de la production céréalière dans l'Union, dans un contexte d'exacerbation des difficultés d'approvisionnement des marchés, en raison principalement des incidences des crises sanitaire et sécuritaire. Tout ceci combiné avec le renchérissement des hydrocarbures, le pouvoir d'achat des ménages s'est considérablement érodé.

Les résultats obtenus montrent l'importance de la maîtrise de l'inflation à travers des politiques appropriées car elle touche encore plus durement les populations les plus vulnérables et peut freiner la croissance économique étant donné que la consommation des ménages est un de ses moteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Baltagi, B.H., Kao, C. (2000), « Non Stationary Panels, Cointegration in Panels and Dynamic Panels : A Survey », *Advances in Econometrics*, 15, 7-51.
- [2] Barro, R.J. (1990), « Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth », *Journal of Political Economy*, 98, 103-125.
- [3] Bart, H et D. Lagakos (2003), « Inflation inequality in the United States », *Federal Reserve Bank of New York Staff Reports*, 173
- [4] BCEAO (2001), « Outils d'analyse de la pauvreté », (517), Aout-Septembre
- [5] BCEAO (2022), *Rapport sur l'évolution des prix à la consommation dans l'UEMOA en 2021 et perspectives*, Juin 2022, Dakar
- [6] Bodart V. et J. Hindriks (2006), « Protéger le pouvoir d'achat à tout prix ? », *Regards économiques*, 45, Novembre.
- [7] Bodart, V. et J. Hindriks (2006) « Les Belges sont-ils tous égaux face à l'inflation ? » *Regards économiques*, 46, Novembre
- [8] Booth, David, Lucia Hanmer & Eliabeth Lovell, (2002), *Poverty and Transport*, Overseas Development Institute, Londres.
- [9] Bruno M., Easterly W., (1998), « Inflation Crises and Long-run Growth », *Journal of Monetary Economics*, February 1998, pp. 326
- [10] Canning D. and E. Bennathan (2000), « The social rate of return on infrastructure investments », *World Bank Research Project, RPO 680-89, Washington, D.C.*

- [11] Colletaz, G. et HURLIN, C. (2006), Threshold Effects of the Public Capital Productivity : An International Panel Smooth Transition Approach. Wp ESEM (Econometric Society European Meeting) ,24-28 aout, Vienne, Autriche.
- [12] Doe L., Diallo M.L., (1997), Déterminants empiriques de l'inflation dans les pays de l'UEMOA, Notes d'Information et Statistiques, BCEAO, n° 476, décembre 1997.
- [13] Ferroud, A , Benjouid .Z & Dabnichi .Y .(2021) « Impact de l'inflation sur la croissance économique, cas du Maroc », *African Scientific Journal* Volume 03, Numéro 9 » pp: 126-160.
- [14] Hugon P. (1999), *La Zone Franc à l'heure de l'Euro*, Karthala, Paris, 1999, 300p.
- [15] Im, K.S., Pesaran, M.H. et Shin, Y. (2003), « Testing for unit roots in heterogeneous panels », *Journal of Econometrics*, 115, pp. 53-74.
- [16] Khrouz D. Boulouiz M. et Laraki D. (1991), *Economie politique : éléments d'analyse*, Les Editions Toubkal, Casablanca, pp 270.
- [17] Levin A., Lin, C.F. et Chu, J. (2002), « Unit root tests in panel data : Asymptotic and finite sample properties », *Journal of Econometrics*, 108, pp. 1-24.
- [18] Ntita Ntita, J. ; Kazadi Ntita, F ;Ntanga Ntita, J de D.(2017) « Déterminants de l'inflation dans les pays de la communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (cemac) » *MPRA*
- [19] Pedroni, P. (1997), « Panel cointegration, asymptotic and finite sample properties of pooled time series tests with an application to the PPP hypothesis : new results », *Working Paper in Economics*, Indiana University
- [20] Pedroni, P. (2000), « Fully-Modified OLS For Heterogeneous Cointegrated Panels » *Advances in Econometrics*, 15, 93-130.
- [21] Pesaran, M. H. et Smith, R.J. (1995), « Long-run relationships from dynamic heterogeneous Panels » *Journal of Econometrics* 68, pp. 79–113.
- [22] Sive, A (2008) « L'accélération de l'inflation en zone franc : déterminants et enjeux » *AFD*, département de la Recherche
- [23] Slesnick D.T. (1990), «Inflation, relative price variation, and inequality», *Journal of Econometrics*, 43, 135-151
- [24] Westerlund, J. (2007), « Testing for Error Correction in Panel Data », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 69, 709–748.

ANNEXES STATISTIQUES

```
. summarize lcons_f lpib_h infl
```

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
lcons_f	168	28.78723	1.04182	26.22576	30.68692
lpib_h	168	6.578048	.5457643	5.287422	7.751787
infl	168	2.007199	2.604452	-3.502586	11.30511

```
. correlate lcons_f lpib_h infl
(obs=168)
```

	lcons_f	lpib_h	infl
lcons_f	1.0000		
lpib_h	0.6499	1.0000	
infl	-0.0922	-0.1017	1.0000

Pooled Mean Group Regression
(Estimate results saved as pmg)

```
Panel Variable (i): pays          Number of obs   =    160
Time Variable (t): annee         Number of groups =     8
                                Obs per group: min =    20
                                avg =    20.0
                                max =    20
```

Log Likelihood = 342.191

D.lcons_f	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
__ec						
infl	-.0497504	.0199862	-2.49	0.013	-.0889226	-.0105781
lpib_h	.8390501	.1444662	5.81	0.000	.5559015	1.122199
SR						
__ec	-.0367766	.0314709	-1.17	0.243	-.0984585	.0249053
lpib_h						
D1.	-.0766261	.0408449	-1.88	0.061	-.1566806	.0034284
infl						
D1.	.0014965	.002197	0.68	0.496	-.0028094	.0058025
_cons	.9416284	.7374703	1.28	0.202	-.5037869	2.387044